



Association « Parlements, Sécurité, Défense, Europe »
co-organisée avec

Europe IHEDN, ISIS Europe, IHEDN Région Paris Ile-de-France



en partenariat avec EuroDéfense-France et l'ASAF



Conférence sur « L'Afghanistan après 2014 »

Vendredi 22 juin 2012

Lieu : Maison de l'Europe de Paris - 35-37, rue des Francs-Bourgeois - 75004 Paris

Compte-rendu

M. Philip WORRE, Président de PSDE, a ouvert la conférence en rappelant tous les efforts menés à ce jour en faveur de la reconstruction de l'Afghanistan. Qu'advient-il après 2014 ?

Mme Françoise HOSTALIER, Présidente d'Honneur de PSDE, a introduit les débats en faisant état des conclusions de son « *Rapport au Président de la République sur la politique d'aide au développement en Afghanistan et la contribution des structures économiques françaises* », de janvier 2012, rédigé à la demande du Président Nicolas Sarkozy. L'Afghanistan après 2014 ? Il est plus que temps de se poser des questions et de faire des propositions cohérentes pour l'avenir.

Depuis plus de 10 ans, il n'y a aucun autre pays qui ait été l'objet d'une telle implication mondiale : 47 pays actifs, plus de 60 pays plus ou moins concernés, des milliers de militaires et humanitaires engagés dans ce pays depuis 2001, notamment dans le cadre de l'opération américaine *Enduring Freedom* (OEF) et de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS/ISAF)¹ sous l'égide de l'OTAN, des milliards de dollars et d'euros dépensés. Quelques milliers de morts civils et militaires ; un nombre incalculable de blessés et de personnes traumatisées.

¹ Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) / International Security Assistance Force (ISAF).

Pour quels résultats ? Aurait-on pu faire autrement ? Est-il encore temps d'être plus efficaces ? Récemment, quelques responsables politiques ont décidé que plus de 10 ans, cela suffisait et qu'en 2014, il n'y aurait plus de troupes militaires étrangères dans ce pays. Pourquoi 2014 ? D'autres ont dit ensuite 2013 et maintenant 2012 ? L'émoi a été considérable en Afghanistan au niveau de la population qui vit un paradoxe douloureux : elle supporte de plus en plus mal la présence des troupes étrangères (qui effectivement sont très perturbantes), mais elle a peur d'être abandonnée à elle-même et craint le retour des Taliban.

La remise du rapport de Mme Hostalier au Président Sarkozy a précédé de peu la signature du *Traité d'Amitié et de coopération* entre la France et l'Afghanistan, signé à Paris le 27 janvier, et que le nouveau Président, François Hollande, s'est engagé à ratifier et à mettre en œuvre².

Mme Hostalier mentionne la complexité de la situation en Afghanistan. La communauté internationale n'a pas suffisamment tenu compte des spécificités culturelles, ethniques et tribales, et géographiques du pays. On a tenté d'imposer un modèle occidental global, totalement décalé.

C'est aussi un pays qui a toujours été au cœur de querelles géopolitiques qui ne le concernaient pas directement et qui n'a jamais trouvé d'allié assez fort pour « siffler la faute ».

On constate des améliorations certaines dans les conditions de vie notamment dans les villes. Mais, en parallèle, l'apparition d'une situation mafieuse et d'un fort banditisme est inquiétante. De ce fait, lors du retrait des troupes militaires de la coalition internationale, les risques de déstabilisation du pays sont réels. La priorité aurait dû être donnée au développement économique et social bien plus tôt. Cela fait seulement trois ou quatre ans que les structures internationales ont abordé cet aspect.

C'est donc dans cet objectif que le rapport, remis au Président de la République, tente de comprendre les enjeux économiques et les potentialités et étudie comment la France est positionnée pour participer au développement économique et social en Afghanistan. Les potentialités sont énormes et les attentes vis-à-vis de la France sont importantes. L'image de la France très positive. Elle est le fruit d'une longue amitié entre la France et l'Afghanistan (90ème anniversaire de la DAFA : Délégation archéologique française en Afghanistan ; actions désintéressées dans les domaines de la santé ou de l'éducation). Les attentes des entrepreneurs afghans sont importantes (apport technique ; ouverture vers de nouveaux débouchés). Mais la France a une très mauvaise perception des véritables enjeux et du potentiel de l'Afghanistan³ et elle n'a jamais voulu jouer le rôle politique qu'elle aurait pu avoir (directement ou au travers de l'Union européenne, voire même au sein de l'OTAN). On a laissé le champ aux Américains et au tout militaire et sécuritaire, en oubliant totalement les enjeux véritables : la reconstruction sociale et économique.

² Le Traité d'amitié et de coopération entre la France et l'Afghanistan, qui a été signé le 27 janvier 2012, a été ratifié par le Parlement français le 25 juillet 2012. Conclu pour 20 ans, ce traité prévoit notamment de développer des projets de coopération en matière de sécurité et dans les secteurs de l'agriculture, la santé, l'éducation, la culture, l'archéologie, l'administration, les infrastructures et l'économie.

³ La France est, par exemple, totalement absente dans l'exploitation des ressources minières, alors que c'étaient des Français qui avaient établi les premiers relevés fiables en 1960 (certains sont conservés au Centre Culturel Français à Kaboul). L'Afghanistan dispose pourtant de mines de cuivre (Aynak - Chine) et de fer (Hajigak - Inde) et de potentialités très importantes, notamment en ce qui concerne les métaux rares. En matière d'accès à l'eau potable, les besoins sont considérables (irrigation, traitement des eaux usées, aménagement des villes nouvelles : New Kaboul et New Mazar). Il en va de même en matière agricole et d'industrie agro-alimentaire.

La question est donc de savoir si les bases de la reconstruction sociale et économique seront assez solides pour résister à notre départ sécuritaire et militaire. La police et l'armée afghanes sont arrivées à un bon niveau (notamment pour assurer la sécurité à Kaboul et dans les villes). Comme le soulignait un haut responsable militaire français, l'objectif est de « pouvoir partir sans que tout s'écroule »... A la fin du XIXème siècle, Jules FERRY déclarait à juste titre : « Laissez-moi ouvrir des écoles et vous fermerez des prisons ». En Afghanistan aussi, le meilleur moyen de lutter contre les Taliban et les mafieux, c'est de faire vivre les écoles et les dispensaires, et de construire des routes et des usines!

Le rapport a tenté de dessiner des pistes d'interventions possibles de la France qui ont été reprises dans le Traité d'amitié.

Il y est proposé de changer de regard sur l'Afghanistan, avec en particulier, la création d'un Club France-Afghanistan. Le retrait des forces combattantes devrait être l'occasion de remplacer la présence militaire (française) par une présence renforcée en termes d'aide au développement et d'investissements économiques. Le développement économique entre 2010 et 2012 a été exponentiel et ne demande qu'à être consolidé.

Aujourd'hui le plus bel hommage que l'on peut rendre à tous les sacrifices et à tous les engagements pour ce pays, c'est de transformer l'essai et de réussir la transition de l'action militaire et de sécurité en une action de développement économique durable.

COMPTE-RENDU DE LA PREMIÈRE TABLE RONDE :

La première table ronde, sous la présidence de Mme Françoise HOSTALIER, avait pour thème « L'Afghanistan après l'OTAN ».

S.E.M. Assad OMER, Ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan auprès de la République française, rappelle l'occupation britannique au XIXème siècle et les trois guerres anglo-afghanes (1839-1848, 1878-1880 et 1919). A l'issue de la dernière guerre anglo-afghane, l'Afghanistan recouvre son indépendance. Le pays restera neutre pendant la seconde guerre mondiale. La République y est proclamée en 1973. L'invasion soviétique en 1978-79 y est suivie de dix années de guerre. Avant la chute des Taliban en 2001, l'isolement du pays pendant 7 ans a permis l'implantation de terroristes internationaux, qui ont brûlé les écoles et installé leurs bases arrières en Afghanistan.

L'Afghanistan d'aujourd'hui n'a rien à voir avec l'Afghanistan d'il y a dix ans. Beaucoup de progrès ont été faits. Par exemple, 70 % des enfants sont scolarisés. Ce sont 8,4 millions d'enfants qui se rendent chaque jour à l'école. Plus de 70 000 hommes et femmes étudient à l'université. Dix-huit millions d'Afghans ont désormais accès au téléphone (qui joue un rôle important dans le pays). Le Président de la République et le Parlement sont élus au suffrage universel. De plus, le parlement afghan compte actuellement 28% de femmes élues. L'Afghanistan n'est plus un centre d'entraînement pour les terroristes, mais les Afghans continuent malheureusement d'être victimes d'attentats terroristes sur leur sol.

Le calendrier de « transition » est établi et les forces afghanes (352 000 militaires⁴ et policiers) prennent progressivement la responsabilité de la sécurité du pays (la sécurité de 50% de la population afghane est désormais déjà assurée par les forces de sécurité afghanes et, d'ici décembre 2012, la sécurité de 75% de la population afghane sera assurée par les forces nationales de sécurité).

Lors du sommet de l'Alliance atlantique à Chicago, le 21 mai 2012, l'Afghanistan et l'OTAN ont établi un partenariat à long terme (formation, conseil et assistance). Il faut aussi renforcer la coopération régionale, notamment par le biais du processus d'Istanbul (Conférence d'Istanbul sur la sécurité régionale et la stabilité en Afghanistan du 2 novembre 2011) et faire comprendre aux partenaires régionaux de l'Afghanistan que la stabilité du pays est dans leur intérêt. Il faut tout particulièrement associer le Pakistan, l'Iran, l'Ouzbékistan et la Chine dans ce dialogue régional élargi.

Plusieurs questions essentielles restent en suspens : Comment les forces de sécurité afghane seront-elles financées après 2014 ? Au sommet de l'Alliance, à Chicago, les besoins de financement des forces de sécurité nationales afghanes ont été évalués à 4,1 milliards de dollars par an. Comment financer sur le long terme, le développement économique de l'Afghanistan, pays ruiné par tant d'années de guerre? On espère beaucoup de la Conférence internationale qui se tiendra à Tokyo le 8 juillet 2012 et qui définira en principe l'aide économique nécessaire pour satisfaire les besoins en investissements et en infrastructures en Afghanistan jusqu'en 2024⁵). Le Président de la banque mondiale estime que ces besoins s'élèveront à environ 7 milliards de dollars par an.

Parallèlement, l'Afghanistan poursuit l'objectif de conclure des accords de coopération stratégique avec de nombreux pays partenaires. C'est déjà chose faite avec l'Inde et la France, le premier pays non de la région. D'autres accords bilatéraux sont en cours de négociation avec l'Allemagne, l'Australie, le Royaume-Uni et la Chine. Ces accords internationaux sont positifs et importants pour l'après-2014. Par le passé, la communauté internationale n'avait pas répondu à l'appel pressant d'Ahmad Shah MASSOUD : « Ne nous laissez pas seuls ! ». Aujourd'hui, nous sommes confiants : on ne nous laissera pas seuls après 2014. Un accord important a également été conclu avec les Etats-Unis jusqu'en 2024 avec plusieurs volets (démocratie, développement économique et sécurité). Les deux Chambres du Parlement l'ont ratifié à la quasi-unanimité. La *Loya Jirga*, qui a préalablement réuni 2200 représentants à Kaboul en novembre 2011, a très largement souhaité cet accord avec les Etats-Unis.

Sur le plan économique et la viabilité de l'économie afghane il faut dire que l'exploitation des ressources naturelles du pays débute à peine et on peut fonder de légitimes espoirs de développement économique sur l'exploitation de divers gisements (lithium, fer, cuivre, cobalt et gaz). La Chine, le Canada et l'Inde sont déjà preneurs! On attend aussi l'implication d'autres pays partenaires et on estime que l'Afghanistan se financera totalement dans les années 2020.

M. Emmanuel DUPUY, ancien conseiller de la *Task Force* militaire française "La Fayette" en Afghanistan, Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE), évoque l'importance de la région de Kapisa et du district de Surobi (seulement 0,2% de la superficie de l'Afghanistan mais zone verrou de transit importante pour la sécurité de Kaboul). Il rappelle que l'Afghanistan est un pays enclavé, facteur important à prendre en compte pour organiser l'évacuation des troupes des Alliés.

⁴ Par le passé, l'armée comptait environ 100 000 soldats. C'était une armée de taille modeste mais déjà bien équipée et bien entraînée. Cet état de fait se perpétue aujourd'hui.

⁵ Le 8 juillet 2012, plus de 80 Etats et organisations internationales, réunis à Tokyo, ont promis de fournir plus de 16 milliards de dollars d'aide civile à l'Afghanistan d'ici 2015 et de continuer à aider financièrement le pays au moins jusqu'en 2017. La France a promis 230 millions de dollars.

Deux logiques s'opposent sur le terrain : la logique AFPAK, logique « sécuritaire » de lutte contre le terrorisme et de contre-insurrection et la logique AFCENT, logique de « développement » et d'indépendance stratégique de la région d'Asie centrale au sein de laquelle l'Afghanistan joue lui-même un rôle géostratégique central. Son rôle d'Etat tampon n'est pas nouveau. Il en était déjà ainsi dans le « Grand Jeu » de la fin du XIXème siècle au cours des guerres anglo-afghanes.

A cette double logique, s'ajoute une double dynamique de rupture interne : le phénomène « altitude » a généré de longue date des poches de populations entretenant peu de liens avec le pouvoir central. Le critère « latitude » est caractérisé par la rémanence de bastions irrédentistes (« *Turkestan* » au Nord/ « *Chiitistan* » à l'Ouest/ « *Pashtounistan* » au Sud et Sud-Est), à laquelle s'ajoute un facteur « transversalité régionale » avec l'Iran et le Pakistan.

De 1919 à 1929, l'Afghanistan avait choisi le modèle de l'Etat turc tel que développé par Atatürk. Après le départ des Soviétiques, les dissensions internes entre 1992 et 1996 ont fait des ravages et placé le mouvement taliban en position de force. Aujourd'hui, l'Afghanistan se prépare au départ des troupes de la coalition internationale. On pressent dès maintenant une potentielle entente tacite de l'Iran, de la Russie (qui a perdu 15 000 hommes en Afghanistan entre 1979 et 1989) et de la Chine pour « remplacer » les Etats-Unis après le retrait des troupes de la Coalition en 2014. Pour l'instant, l'Afghanistan n'est qu'observateur au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)⁶ mais le pays pourrait souhaiter et obtenir un statut de membre de plein droit à l'OCS. L'Iran, le Pakistan et l'Inde sont en quête de leadership régional, tandis que la Chine renforce sa présence en Afghanistan avec des contrats miniers (par exemple, à Aynak) et de multiples bases militaires dans toute l'Asie centrale (Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan et base navale au Pakistan). L'Inde est également prête à aider l'Afghanistan et s'intéresse notamment aux marchés lucratifs de formation de ses forces de sécurité. Par ailleurs, la détérioration des relations entre Washington et Islamabad influe sur la situation afghane (l'aide financière des Etats-Unis au Pakistan reste importante. Elle a été de l'ordre de 15 milliards de dollars par an entre 2001 et 2012. La France n'occupe que le 24ème rang des pays donateurs pour l'Afghanistan, alors qu'elle le 4ème pays contributeur au sein de la FIAS, eu égard aux 3500 soldats qui y servent.

On évoque l'objectif de 228 500 soldats et policiers (et non plus 352 000 personnels comme initialement prévu). Un fois la « transition » terminée, qui paiera la facture des forces de sécurité afghane ? Les Etats-Unis maintiendront-ils leur présence après 2014 (il est question de 20 000 hommes dans 5 bases) ? Les pays voisins, peut-être...pour des raisons de leadership régional. L'UE a commencé le réexamen de sa stratégie pour l'Asie centrale il y a quelques mois, mais l'Afghanistan y est peu mis en avant, ce qui est dommage. La Constitution, adoptée en 2004, est un facteur de cohésion. Mais plusieurs échéances politiques « test » se profilent à l'horizon : en 2014, des élections présidentielles sont prévues en Afghanistan, puis, en 2015, des élections législatives.

Selon S.E.M. Jean DE PONTON D'AMÉCOURT, ancien Ambassadeur de France en Afghanistan, on assiste à la reprise du « Grand Jeu » (Russie - Grande-Bretagne) du passé mais avec deux nouveaux acteurs (Chine et Etats-Unis). Dans les flancs, on retrouve en embuscade d'autres pays : la Russie, le Pakistan en rivalité avec l'Inde (grande puissance émergente, dotée de l'arme nucléaire et d'une armée puissante, notamment d'une marine importante) et l'Iran.

⁶ Membres actuels de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) créée en 2001: Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan.

En novembre 2012, M. DE PONTON D'AMÉCOURT publiera un livre sur l'Afghanistan chez Robert Laffont.

Il faut cesser de se raconter des histoires. L'insurrection armée afghane est constituée de 25 à 35 000 hommes avec un budget relativement modeste de 300 à 600 millions de dollars par an. Parallèlement, les Etats-Unis ont dépensé de l'ordre de 140 milliards de dollars en Afghanistan et le seul budget de formation de l'armée et de la police s'élevait à 12 milliards par an (soit un milliard par mois !), auquel il fallait ajouter environ 3,8 milliards d'aide économique par an. L'insurrection afghane dispose de sanctuaires au Pakistan avec le soutien des services de renseignements militaires pakistanais. La population pashtoune du Sud et de l'Est du pays soutient les insurgés contre le gouvernement central. L'insurrection a conclu une « alliance tactique » avec les trafiquants de drogue. Le trafic de drogue représente un chiffre d'affaire de 3 à 4 milliards de dollars par an et constitue une source phénoménale de corruption. L'insurrection utilise avec succès la tactique asymétrique du faible au fort, avec une ronde ininterrompue d'attentats et de mouvements tactiques. L'insurrection exploite aussi avec habileté l'infiltration des forces de sécurité afghane. L'insurrection a parfaitement conscience du fort impact des « tirs fratricides » sur les opinions publiques des pays de la Coalition internationale. En Allemagne et au Qatar, notamment, des tentatives de négociations de paix ont été menées entre les Américains et les Taliban...

Que pouvons-nous faire ? La sécurité reste prioritaire, comme cela a été réaffirmé lors du récent Sommet de l'Alliance atlantique à Chicago. On est passé d'un objectif initial de formation de 352 000 hommes, à 305 000 hommes (171 000 militaires et 134 000 policiers), puis en définitive à 230 000, avec un financement prévu de 4,1 milliards de dollars (2,3 milliards financés par les Etats-Unis, 500 millions par l'Afghanistan et 1,3 milliard par les Etats de la Coalition).

On gagnerait à privilégier l'armée plutôt que la police, selon M. DE PONTON D'AMÉCOURT. Il serait aussi souhaitable d'adopter une approche spatiale et géographique plus ciblée. Les vastes opérations menées, par exemple, dans les provinces de Kandahar et du Helmand, ont été efficaces mais très coûteuses. Il serait sans doute impossible d'étendre la stratégie adoptée dans ces régions à d'autres, d'autant que les insurgés se sont du coup déplacés dans d'autres régions. Il semblerait plus judicieux de se concentrer sur le Nord et le Centre Ouest du pays (là où la population est prête à combattre les Taliban). Dans les autres régions, mieux vaudrait soutenir les potentats locaux (comme, par exemple, à Jalalabad) et les milices et forces locales, encadrées par l'Armée nationale afghane (ANA).

Il faut aussi continuer à soutenir le gouvernement central mais s'assurer que le Président Hamid KARZAÏ ne se représente pas pour un troisième mandat, ce qui, en principe, est interdit. Il faut également réformer le système électoral avant les prochaines élections et procéder sans tarder à la mise à place de services d'état civil et à un recensement général. Au niveau institutionnel, la Constitution rédigée avec l'aide de Guy CARCASSONNE est encore perfectible : la création d'un poste de Premier ministre serait la bienvenue, ainsi qu'un Secrétariat général de la Présidence. Il manque également un véritable système de partis. Il est néanmoins probable que le gouvernement central restera relativement faible à l'avenir.

L'effort doit porter sur la gouvernance locale. Les gouverneurs et les vice-gouverneurs sont pour l'instant nommés par le gouvernement central. Il faudrait au moins que les assemblées locales puissent fournir une liste de candidats locaux afin d'éviter des parachutages mal acceptés par la population locale. Il serait peut-être aussi judicieux d'adopter une attitude de « tolérance tactique » pour des gouverneurs locaux de tendance talibane (en contrepartie de l'acceptation par les Taliban de l'autorité du gouvernement central dans les provinces et d'une pleine participation des Taliban aux institutions représentatives et au gouvernement à Kaboul (un peu comme au Liban pour le Hezbollah). Il serait

nécessaire de mieux former et soutenir les élites locales notamment en formant les cadres de l'administration et les vice-gouverneurs. Dans ce contexte, le programme d'échanges et de formation mis en place par l'Ecole nationale d'administration (ENA) est apprécié des autorités afghanes qui souhaitent sa reconduction car ils le jugent très utile malgré son caractère modeste.

Il conviendrait de revoir le système de distribution de l'aide. Pour l'instant, tout passe par le gouvernement central et cela fonctionne mal. L'USAID (*U.S. Agency for International Development*) distribue notamment 3,8 milliards de dollars par an par le biais de sous-traitants répartis par grands thèmes. Il s'agit principalement de sociétés américaines qui utilisent ensuite des intermédiaires afghans. Il en résulte une grande corruption.

On ne peut pas non plus faire abstraction de la dimension pakistanaise et régionale. Le problème de l'Afghanistan reste un problème « AFPAK ». L'élite pakistanaise, en particulier l'armée, soutient le mouvement taliban, car cette élite se préoccupe principalement de continuer à disposer d'une « profondeur stratégique » suffisante face à l'ennemi prioritaire qui est et restera l'Inde. Le Pakistan entretient la 7^{ème} armée du monde et consacre 20% de son PIB à sa défense, ce qui est intenable. Bien que détenteur de l'arme nucléaire, le pays est pauvre et a été victime d'un violent séisme en octobre 2005 et de deux grandes inondations (tout particulièrement celle de juillet 2010) qui l'ont ravagé. Le pays est exsangue et s'effondre de l'intérieur. Il est significatif que les grands assassinats politiques récents aient été perpétrés par des soufis, issus de la classe moyenne, poussés vers l'extrémisme par la situation critique du pays. Pour sortir le Pakistan de cette ornière, la mise en place de trois « corbeilles » de négociation serait nécessaire : une corbeille « sécurité » englobant tout ce qui a trait à la sécurité des frontières ; une corbeille « économique » permettant une meilleure exploitation des ressources naturelles de la région et le développement des échanges entre l'Asie Centrale et l'Océan Indien au travers de l'Afghanistan et du Pakistan (seule porte de l'Asie centrale et de l'Afghanistan vers l'Océan indien au travers du port de Karachi) ; une corbeille « politique », centrée sur la résolution des conflits et la stabilisation de la région. Pour ce faire, l'armée pakistanaise doit y trouver son intérêt. Elle constitue au Pakistan une caste puissante, à la fois classe sociale et acteur économique important du pays (comme en Chine et en Turquie).

Pour préparer l'Afghanistan à l'après 2014, il conviendrait d'impliquer dès maintenant les Etats riverains tels que la Chine, l'Iran, l'Ouzbékistan ou le Tadjikistan, les puissances régionales (Russie, Inde, Arabie Saoudite et Turquie) aux côtés des Etats-Unis, de l'UE, de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Loin de nous retirer, il faut que nous nous engagions encore, mais cette fois sur le plan de l'aide au développement et de la négociation d'une solution politique au conflit. Le retrait militaire dès 2011-2012 semble une bonne décision. M. DE PONTON D'AMÉCOURT avait lui-même préconisé une transition, c'est-à-dire une passation de pouvoir aux Afghans, en 2011 pour la Surobi et en 2012 pour la Kapisa. L'axe Vermont a été construit, la province est en partie sécurisée. Le gouvernement afghan souhaite une transition accélérée. Nous n'aurions rien à gagner à prolonger inutilement notre présence militaire. Le Traité d'amitié et de coopération entre la France et l'Afghanistan signé par le Président Nicolas SARKOZY sera repris par le Président François HOLLANDE.

Au cours du temps de « Questions/Réponses » avec l'auditoire, l'Ambassadeur OMER a rappelé la très récente déclaration du Président KARZAÏ à Kaboul appelant les élus à « mettre fin au marchandage » permanent qui affaiblit l'action de l'Etat central au service de l'intérêt général. Il faut bien sûr continuer à renforcer le système administratif en Afghanistan mais mieux vaudrait, selon lui, attendre que l'administration soit renforcée avant de procéder à l'élection des gouverneurs locaux, à défaut de quoi, le pouvoir central n'aura aucun moyen de faire respecter ses orientations par des potentats inamovibles.

L'Ambassadeur DE PONTON D'AMÉCOURT estime, pour sa part, que la nomination des gouverneurs par le pouvoir central reste très mal acceptée au niveau local.

M. DUPUY regrette le fait qu'en France aucune haute personnalité n'ait été nommée pour s'occuper du dossier afghan, contrairement aux Etats-Unis, où des personnalités d'envergure ont été successivement en charge de l'Afghanistan. En ce qui concerne le trafic de drogue, M. DUPUY estime qu'à partir de 2014 un regain de la culture du pavot et une multiplication des trafics en tous genres est à prévoir (héroïne, diamants, bois, etc.). La France a fait le choix de ne pas participer à la campagne d'éradication du pavot et s'est concentré sur d'autres actions.

Mme HOSTALIER regrette les incohérences de l'aide internationale. Les sociétés américaines ont un monopole de fait sur les crédits distribués par l'USAID et l'Agence française de développement (AFD) n'est pas exempte d'incohérence dans sa gestion de l'aide française. Elle estime que l'Afghanistan est en train de lutter contre le risque d'un régime mafieux.

Les intérêts spécifiques de la Russie sont évoqués. Les voies d'évacuation des troupes de la Coalition aussi. La réintégration des insurgés afghans dans la vie civile constitue également un enjeu à ne pas négliger. On s'interroge aussi sur les solutions pour améliorer l'efficacité de l'aide internationale. L'ONU dispose de la légitimité pour agir mais n'a pas les instruments efficaces pour le faire, tandis que la Banque mondiale, par exemple, dispose des instruments adéquats mais n'a pas la légitimité requise.

Le Colonel Jérôme GOISQUE, Auditeur de la 61^{ème} session du Centre des hautes études militaires (CHEM) et de la 64^{ème} session « Politique de défense » de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), a apporté son témoignage et décrit le quotidien des soldats français sur le terrain (y compris démineurs, génie, appui feu dans la profondeur). A compter du 1^{er} juillet 2012, le Colonel GOISQUE sera Chef du Bureau OTAN à l'Etat-major des armées (EMA), en charge du dossier Afghanistan et de sa dimension 'otanienne'. De juillet à décembre 2010, il a assuré le commandement de l'un des deux bataillons français en Afghanistan (en Surobi et en Kapisa), le « *Battle group* » Bison (820 personnels dont 500 « bisons » du 126^{ème} Régiment d'infanterie de Brive la Gaillarde). Après 32 semaines de préparation comprenant une phase de préparation individuelle, une phase de préparation collective, puis une phase de validation de l'entraînement avant projection et un passage au camp de Canjuers dans le Var (83), les soldats sont projetés sur le terrain afghan dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dans le cadre de l'OTAN, qui assure la chaîne de commandement de l'opération, sous la direction politico-militaire du Conseil de l'Atlantique Nord et du Comité Militaire avec un niveau stratégique et opératif comprenant le SHAPE⁷ de Mons (Belgique), le *Joint Force HQ* de Brunssum (Pays-Bas) et le *ISAF HQ* de Kaboul. Au niveau tactique, pour la conduite des opérations, la brigade française (dénommée *Task Force* "La Fayette") agissaient dans la RC Est aux côtés de 6 brigades américaines et d'une brigade polonaise. En complément de la *Task Force* militaire française "La Fayette", la France a mis en place le dispositif *Epidote* (qui fournit des formateurs pour les cadres militaires afghans) et participe aussi aux OMLTs⁸ (équipes de conseillers opérationnels occidentaux qui vivent « insérés » / « *embedded* » avec les Afghans). Les militaires français ont initialement été chargés de mener des opérations de contre-insurrection « en étroite coopération avec l'armée nationale afghane » (ANA). Cette mission s'est vite transformée en mission de « soutien » à l'ANA, ce qui implique que rien ne se fait sans les Afghans. Il fait 40 à 50 degrés et il n'y a pas d'ombre. Dix litres d'eau sont nécessaires par jour. Chaque soldat porte un poids minimum de 30 kg et la charge

⁷ *Supreme Headquarters Allied Powers in Europe* (SHAPE) / Grand quartier général des puissances alliées en Europe.

⁸ *Operational Mentoring and Liaison Team* (OMLT) / Equipe de Liaison et de Tutorat Opérationnel (ELTO).

atteint pour certains 60 kg. Trois tonnes de munitions ont été récupérées et détruites grâce à des indicateurs (roquettes, obus, grenades, etc. pouvant servir à fabriquer des engins explosifs improvisés). A ce jour, quatre-vingt sept soldats français sont morts en mission. Leur sacrifice et ceux de leurs familles nous obligent...

Le retrait prochain des forces de la Coalition impose que l'armée afghane progresse et prenne le relais à un rythme accéléré. Cela ne peut se faire qu'avec un accompagnement en termes de formation et de conseils opérationnels et qu'avec un soutien financier substantiel.

COMPTE-RENDU DE LA SECONDE TABLE RONDE :

La seconde table ronde de la journée, animée par Paulo BRITO, Vice-Président de PSDE, concernait « L'OTAN et l'UE après l'Afghanistan ».

Le Général 2S Jean-Paul PERRUCHE, Directeur de recherche « Sécurité européenne et transatlantique » à l'IRSEM-Paris et Président d'Eurodéfense-France, ouvre le débat en attirant l'attention du public sur la question fondamentale que l'Afghanistan pose : celle de l'utilisation de la force et de son efficacité. Ce qui prime en définitive, c'est le « rapport des forces morales ». Soulignant que le déploiement de forces militaires est rarement supporté longtemps, d'une part par les populations locales, et d'autre part, par les opinions publiques des pays intervenants, le Général PERRUCHE prévoit qu'à l'avenir, après l'expérience afghane, l'OTAN sera moins encline à déployer des forces « hors zone ». Le déploiement de forces régulières à grande échelle face à des menaces asymétriques ne se verra sans doute plus avant longtemps, après l'Afghanistan, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aura plus d'opération militaire de haute intensité...

Le Général PERRUCHE considère que l'objectif de formation des forces militaires afghanes comporte une part aléatoire de résultats, compte tenu des problèmes liés aux différences culturelles dans les styles de formation, mais également, étant donné le changement possible d'allégeance des forces armées, dans le cas d'un basculement des rapports de pouvoir à Kaboul, voire d'un éventuel retour des Taliban au pouvoir.

Le Général PERRUCHE évoque aussi la nouvelle stratégie de défense des États-Unis, dont le centre de gravité a basculé vers des missions prioritaires différentes et des régions différentes (principalement Asie-Pacifique et Moyen-Orient). L'Europe devra se prendre en main. Les États-Unis auront besoin de partenaires multiples, qui seront à présent jugés surtout en fonction de leurs capacités militaires intrinsèques.

Le potentiel d'« européanisation »⁹ de l'OTAN est, selon le Général PERRUCHE, limité par la nécessité d'adaptation de l'organisation et de ses structures, et le manque de 'leadership' et de 'capacités' européens. En effet, se pose le problème de la légitimité d'un leadership européen dans une OTAN, construite, développée et dirigée sous l'égide des États-Unis durant plus de 60 ans. La question du leadership sera difficile à faire évoluer au sein de l'Alliance atlantique, tout y est dominé par les Américains (décision, prise de risque, principales structures militaires). Il s'agit d'un leadership politique et pas seulement militaire. Or, la Libye a montré l'importance d'une capacité d'européanisation de l'OTAN, mais qui ne va pas de soi (pour les frappes, six pays seulement sont intervenus sur les 28 États membres de l'Alliance atlantique associés au processus décisionnel).

⁹ Utilisation des structures de l'OTAN pour des missions menées sous l'égide de l'Union Européenne.

Au sein de l'UE, la situation est différente et le principal problème est celui d'une prise de risques et d'un commandement (leadership) de puissances égales (UK, FR, DE...). En outre, les capacités permanentes de commandement manquent. On a créé autant de chaînes de commandement opérationnelles que d'opérations menées sous l'égide de l'UE, c'est-à-dire vingt-trois à ce jour !

Le Général PERRUCHE rappelle que le rôle de l'Union Européenne en Afghanistan se cantonne à une assistance financière¹⁰ et à la mission de police EUPOL Afghanistan. Il explique le bilan mitigé de l'Afghanistan pour l'Union Européenne, d'une part, en raison de la présence prépondérante de l'OTAN et des traditionnels problèmes de coopération entre les deux organisations (à cause du conflit turco-chypriote), et d'autre part, par la volonté des Etats membres d'accroître leur visibilité 'nationale' via les 'Equipes provinciales de reconstruction' (EPR ou PRTs : *Provincial Reconstruction Teams*). Le Général PERRUCHE conclut en insistant sur la nécessité d'une stratégie globale, impliquant tous les acteurs présents sur le terrain et coordonnant les différentes approches.

Mme Charlotte LEPRI, Chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS) et ancien Conseiller politique de la FIAS à Kaboul, analyse les facteurs ayant mené à l'échec de la communauté internationale en Afghanistan. Mme LEPRI est l'auteure d'une récente étude intitulée : « Afghanistan : retour sur un échec annoncé », publiée à l'IRIS. Elle souligne avant tout le contexte de conflit asymétrique entre les membres de la FIAS (50 pays représentant près de 75% des dépenses militaires mondiales) et l'insurrection locale. Elle relève ensuite les nombreuses erreurs d'analyse qui, très tôt, ont annoncé l'échec futur de l'engagement en Afghanistan : mauvaise identification et compréhension de ce qu'étaient et sont les Taliban ; exclusion des Taliban dès la Conférence de Bonn de 2001 ; mauvaise connaissance du pays lui-même, de son fonctionnement, de sa culture et de ses traditions ; volonté d'imposer un modèle de démocratie « à l'occidentale », reproduisant les structures administratives occidentales sans suffisamment y associer et y former les Afghans ; montants exorbitants, mauvaise gestion des fonds octroyés et défaut général de coordination de l'aide internationale. Par ailleurs, le manque de cohérence stratégique s'est accompagné de problèmes de coordination des différentes règles d'engagement des forces nationales (avec de nombreuses restrictions dans les règles d'engagement propres à chaque armée: « *caveats* » en anglais). Tout cela a conduit à l'échec de l'approche globale de l'OTAN, en charge à la fois de la sécurité, du développement et de la gouvernance. De plus, la prédominance américaine sur le terrain et dans le processus décisionnel, a conduit à l'exclusion de certains des principaux pays contributeurs des grandes orientations stratégiques¹¹. Enfin, le processus de recrutement accéléré des forces afghanes entraîne une série de risques relatifs à de possibles infiltrations par les insurgés, à une moindre qualité de la préparation et de l'entraînement et à une fragilité accrue de l'allégeance de ces forces au gouvernement central. Mme LEPRI met en exergue la part de « *story-telling* » dans le discours de l'OTAN, dont l'absence d'objectifs clairement définis (« *end-state* ») et de critères précis de victoire ont fortement contribué à l'échec du « tout sécuritaire » en Afghanistan. Elle insiste enfin sur la nécessité de réajuster, voire, de repenser, un nouvel appareil de défense au sein duquel l'outil civilo-militaire devrait être modifié et renforcé. En Afghanistan le problème est avant tout politique et non militaire !

M. David CHUTER, ancien fonctionnaire d'Etat, auteur et conférencier, enseignant à Sciences Po, s'attache à analyser les objectifs différents, voire opposés, qui ont mené à l'élaboration de la PESD de l'UE, d'une part, et à la stratégie de l'OTAN depuis ses débuts, d'autre part. La PESD a pris forme dans

¹⁰ L'Union Européenne est l'un des plus grands donateurs d'aide internationale à l'Afghanistan.

¹¹ Cf. Fonctionnement en format « *five eyes* » des États-Unis : partage d'informations sensibles uniquement avec certains de ses alliés anglo-saxons (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni).

le but de projeter la paix et la stabilité déjà acquises sur le continent européen plus généralement dans le monde entier, tandis que l'OTAN est née d'un processus d'opposition à un ennemi (l'URSS, et plus largement le communisme). De plus, tandis que l'UE a bénéficié, depuis sa création et jusqu'à récemment, d'un soutien populaire relativement large, l'OTAN a été, dans son histoire, en grande partie un projet des élites, qui en ont tiré des avantages politiques intéressants, bien au-delà du contexte de « menace » communiste. Lors de la dissolution de l'Union Soviétique et du Pacte de Varsovie, la question de l'avenir de l'OTAN s'est bien sûr posée et a engendré la formulation de différents projets depuis le début des années 90, dans une logique de recherche permanente de nouvelles missions : une OTAN des démocraties¹², une OTAN du maintien de la paix¹³, une OTAN de l'élargissement, une OTAN luttant contre la piraterie et les désastres naturels, etc. Mais les élites prônent toujours le maintien de l'OTAN, pour des raisons politiques qui restent largement les mêmes depuis les années 40. Quelle sera le nouveau leitmotiv (the new « *narrative* », en anglais) de l'OTAN après l'Afghanistan pour les cinq ans à venir ?

M. le Professeur Hall GARDNER, Directeur du Département de politique internationale et comparative de l'*American University of Paris*, souligne, pour sa part, que l'OTAN, en divisant l'Allemagne, aurait également empêché la résurgence du fascisme. Les « pluri-crisis » auxquelles elle a dû faire face dans les années 90 ont illustré la nécessité de penser non seulement une nouvelle stratégie militaire, mais également une nouvelle stratégie politique.

Quel objectif l'OTAN poursuit-elle en Afghanistan : « *peacekeeping* » ou « *peacemaking* » ? Selon le Professeur GARDNER, c'est le cas de la Géorgie (août 2008) qui a affecté la cohésion de l'OTAN de manière significative. La Géorgie a fait la lumière sur les difficultés de l'Alliance à gérer les crises en Europe, mais surtout, sur « l'OTAN à trois temps » qui s'est dessinée ces dernières années : une « OTAN anglo-saxonne », souhaitant que l'OTAN soit en mesure de gérer les problèmes du vieux continent et les crises ; une « OTAN continentale » de diminution des budgets de défense mais aussi souhaitant une montée en puissance de l'Europe au sein de l'OTAN comme par l'UE; et une « OTAN est-européenne », qui se sent encore menacée par la Russie. Selon le Professeur GARDNER, le sommet de Chicago n'est pas parvenu à résoudre les oppositions internes et à formuler une position stratégique commune quant à la question russe. Il considère que le Conseil OTAN-Russie n'a, pour le moment, pas apporté de progrès significatifs, entre autres sur la question du bouclier antimissiles. Il serait pourtant fondamental d'avoir une stratégie commune vis-à-vis de la Russie. Le dilemme principal est de trouver un compromis entre l'exigence de l'OTAN de pouvoir s'ouvrir à l'Ukraine et la Géorgie en offrant à ces deux pays d'adhérer à l'Alliance et l'opposition russe à cet élargissement. On a aussi besoin de faire entrer les Russes dans un accord plus global incluant la gouvernance économique mondiale afin d'éviter la création nouvelles lignes de fracture, et notamment une partition de la région d'Asie centrale en zones d'influence entre la Chine, la Russie et l'Inde. Pour éviter l'arrivée au pouvoir des 'nouveaux Taliban', le gouvernement afghan est susceptible de rechercher des soutiens précisément auprès de la Chine, l'Inde et/ou de la Russie...

Au cours du temps de « Questions/Réponses » avec l'auditoire, on s'interroge sur les acteurs susceptibles de s'investir en Afghanistan. L'ONU est légitime, ce qui cause d'ailleurs souvent aussi son impuissance car dès que cela devient 'coercitif' l'ONU ne sait plus faire. L'UE n'a pas d'intérêt stratégique en Afghanistan et reste une entité faible du point de vue politique. L'OTAN a fait son temps. La question

¹² Ouverture aux pays d'Europe centrale et orientale via le Partenariat pour la paix (PpP)/« *Partnership for Peace* » (PfP).

¹³ A travers des missions dans l'Ouest des Balkans – mais, les structures militaires de l'OTAN se sont avérées inadaptées à ce type de missions.

de l'intérêt des populations locales est rarement évoqué, c'est plutôt un jeu des organisations internationales intergouvernementales comme non gouvernementales.

M. Colin CAMERON, Président d'Europe IHEDN, a clôturé les débats en résumant et en commentant les propos de chacun des intervenants, puis il a conclu la conférence sur une question finale : « Comprenons-nous les vraiment les Afghans ? ».

Liste des annexes :

- 1) Programme de la Conférence (Français et Anglais)

- 2) Biographies des orateurs de la conférence

ANNEXE 1 :

Conférence sur « L'Afghanistan après 2014 »

Vendredi 22 juin 2012

Lieu : Maison de l'Europe de Paris - 35-37, rue des Francs-Bourgeois - 75004 Paris

Programme

- 09h00 Assemblée générale de l'Association PSDE (réservée aux adhérents)
- 09h30 *Accueil des participants*
- 10h00 Ouverture de la Conférence/Introduction : **M. Philip WORRE**, Président de PSDE
- 10h10 Allocution de **Mme Françoise HOSTALIER**, Présidente d'Honneur de PSDE
- 10h30 Table Ronde sur « L'Afghanistan après l'OTAN », sous la présidence de **Mme Françoise HOSTALIER**
- Participants : **S.E.M. Assad OMER**, Ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan auprès de la République française
S.E.M. Jean de PONTON D'AMECOURT, ancien Ambassadeur de France en Afghanistan
M. Emmanuel DUPUY, ancien conseiller de la Task-Force militaire française "La Fayette" en Afghanistan, Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE)
- Questions/Réponses
- 12h30 Pause déjeuner
- 14 h00 Témoignage du **Colonel Jérôme GOISQUE**, Centre des hautes études militaires (CHEM)/ Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN)
- Questions/réponses
- 15h00 Table Ronde sur « L'OTAN et l'UE après l'Afghanistan »
Modérateur : **M. Paulo BRITO**, Vice-Président de PSDE
- Participants : **Mme Charlotte LEPRI**, Chercheur à l'IRIS et ancien Conseiller politique de la FIAS (Kaboul)
Général (2S) Jean-Paul PERRUCHE, Directeur de recherche « Sécurité européenne et transatlantique », IRSEM-Paris et Président d'Eurodéfense-France
M. David CHUTER, ancien fonctionnaire d'Etat, auteur et conférencier, enseignant à Sciences Po
Professeur Hall GARDNER, Directeur du département de Politique Internationale et Comparative de l'American University of Paris
- Questions/Réponses
- 17h00 Clôture de la Conférence : **M. Colin CAMERON**, Président d'Europe IHEDN
Conference on "Afghanistan post 2014"

Friday 22 June 2012

Venue : Maison de l'Europe de Paris - 35-37, rue des Francs-Bourgeois - 75004 Paris

Programme

- 09.00 Annual General Assembly of the PSDE Association (Members only)
- 09.30 Registration
- 10.00 Opening of the Conference/Introduction: **Philip WORRE**, President of PSDE
- 10.10 Address by **Françoise HOSTALIER**, Honorary President, PSDE
- 10.30 Round table on "**Afghanistan after NATO**", chaired by **Françoise HOSTALIER**
 Participants: **H.E. Mr Assad OMER**, Ambassador of the Islamic Republic of Afghanistan to France
H.E. Mr Jean de PONTON D'AMECOURT, Former French Ambassador to Afghanistan
Mr Emmanuel DUPUY, former Adviser to the "La Fayette" French Military Task Force in Afghanistan and President of the "Institut Prospective et Sécurité en Europe" (IPSE)
- Questions/Answers
- 12.30 Lunch break
- 14.00 Statement by **Colonel Jérôme GOISQUE**, "Centre des hautes études militaires" (CHEM)/ "Institut des hautes études de défense nationale" (IHEDN)
 Questions/answers
- 15.00 Round table on "**NATO and the EU after Afghanistan**"
 Moderator: **Paulo BRITO**, Vice-President, PSDE
 Participants: **Ms Charlotte LEPRI**, Research Fellow, "Institut des relations internationales et stratégiques" (IRIS) and former Political Adviser to ISAF (Kabul)
General (2S) Jean-Paul PERRUCHE, Research Director for European and Transatlantic Security, IRSEM Paris and President of Eurodéfense-France
Mr David CHUTER, author and lecturer at "Sciences Po", Paris
Professor Hall GARDNER, Director of the Department of International and Comparative Politics, American University of Paris
- Questions/Answers
- 17.00 Closing remarks: **Mr Colin CAMERON**, President of Europe IHEDN

ANNEXE 2 : Biographies des orateurs de la conférence

Françoise HOSTALIER



Plusieurs parcours, linéaires ou parallèles.

Professionnel et politique

Actuellement Inspecteur Général de l'Education Nationale après avoir été député du Nord. Initialement professeur de mathématiques, puis député du Nord en 1993, à cette époque engagée au parti Républicain au sein de l'UDF. Secrétaire d'Etat à l'enseignement scolaire en 1995. Après le remaniement ministériel, IGEN jusqu'en 2007.

A nouveau député en 2007 pour l'UMP.

Redevenue IGEN le 20 juin 2012.

Associatif

Présidente fondatrice de « Action Droits de l'Homme » (ADH) et membre de « Mères Pour la Paix » (MPP).

Avec ces associations, participation à de nombreuses actions humanitaires et en direction du droit des femmes dont l'Afghanistan dès 1997.

Associations elles-mêmes en réseau avec d'autres structures (comme le COFA= collectif des Associations Françaises en Afghanistan).

Intérêt pour l'international

Observateur d'élections : Russie, Tchad, Bosnie, Afghanistan (2004 ; 2005 ; 2010)

Missions dans divers pays : Tchad, Sénégal, Mali, Haïti, Côte d'Ivoire, Madagascar, Bosnie, Algérie, Afghanistan

L'Afghanistan

Dès 1997 participation à des actions, pétitions, colloques, etc. pour soutenir les femmes afghanes contre les Taliban. Depuis 2001 nombreuses actions et missions en Afghanistan dans des cadres divers (19 missions). Nommée parlementaire en mission par le Président Nicolas Sarkozy pour dégager des pistes pour l'après 2014 et les grandes lignes du Traité d'amitié et de coopération (Rapport intermédiaire en novembre 2011, rapport final rendu le 30 janvier, traité signé le 27 janvier 2012).



S.E.M. Assad OMER

Après l'obtention de son Baccalauréat au Lycée d'Esteqlal (Lycée Franco-Afghan) à Kaboul, Dr. Omer a été admis à la Faculté de Droit et des Sciences Politiques, Université de Kaboul. Il a poursuivi ses études supérieures à la Faculté de Droit, Université de Fribourg, à l'Institut des Hautes Etudes Internationales (HEI) et à la Faculté de Droit, Université de Genève où il a obtenu le grade de Docteur en Droit. Il a été chargé de recherche entre 1978 et 1979. Entré dans la fonction publique internationale à l'Organisation des Nations Unies en 1979, Dr. Omer a débuté au PNUD à New York où il a contribué à la préparation des documents juridiques pour la coopération technique.

En 1980, Dr. Omer rejoint la CNUCED où il s'est vu confié des postes au sein des Divisions de Technologie, du Commerce et d'Investissement comme Administrateur, Assistant spécial du Directeur, chef de la Section de Politiques juridiques, chef de la Section des Arrangements en matière des investissements et du Programme de propriété intellectuelle et développement. Ses tâches principales consistaient en appuis substantifs aux délibérations intergouvernementales, analyses politiques et conseils et assistance aux pays membres dans les domaines variés du développement économique, du commerce, de l'investissement, du transfert de technologie et de la propriété intellectuelle. En rapport avec ces sujets il a organisé et accompli plusieurs missions auprès des gouvernements en Afrique, Asie et Amérique Latine.

En 2004, Dr. Omer est nommé Ambassadeur et Représentant Permanent de la République islamique d'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce à Genève. En 2007, il est nommé Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République islamique d'Afghanistan en France. En 2009, il devient Directeur-Général du Département Europe au sein du Ministère des affaires étrangères à Kaboul. Comme chef de délégation, il a représenté son pays aux grandes conférences internationales: la Conférence diplomatique sur le Protocole Additionnel aux Conventions de Genève, la Conférence sur la violence et le développement (Genève), en tant que Co-président au Comité d'Assistance aux victimes de la Convention d'Ottawa, la soixantième et soixante et unième session de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme (Genève); la Conférence de la CNUCED XI (Sao Paulo), la Conférence ministérielle des PMA (Livingstone) et la Conférence ministérielle de l'OMC (Hong Kong).

Dr. Omer a enseigné dans plusieurs Universités européennes, est auteur de plusieurs articles et livres traitant des problèmes liés au développement économique et de l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. Dr. Omer parle dari, pashto, français et anglais. Il a reçu la distinction honorifique de la République française: Officier de l'Ordre national du Mérite.



S.E.M. Jean DE PONTON D'AMECOURT

Aujourd'hui consultant indépendant, Jean de Ponton d'Amécourt a effectué une double carrière dans le public et le privé. Il a quitté en janvier 2011 l'Afghanistan où il avait été ambassadeur de France pendant près de trois ans. Il était auparavant Directeur des Affaires Stratégiques au Ministère de la Défense et à ce titre rapportait directement au Ministre dont il était un des trois grands subordonnés. Cette administration lui est particulièrement familière puisqu'il y avait déjà servi de 1987 à 1988 en tant que conseiller diplomatique de Monsieur André Giraud, alors Ministre de la Défense.

Après une carrière diplomatique, l'ayant successivement mené à Rome, puis à Paris aux Affaires Européennes et au Centre d'analyse et de prévision, enfin à New York (ONU) puis à Washington, Jean de Ponton d'Amécourt a quitté le Quai d'Orsay en 1982 pour le secteur privé. Il a alors été successivement directeur du développement international de la branche verre plat de Saint-Gobain, directeur général d'IDV puis Président de GrandMet Foods Europe au sein du groupe britannique de boisson et d'alimentaire GrandMetropolitan PLC (devenu depuis lors DIAGEO PLC). Il a ensuite été partenaire de deux sociétés de conseils en stratégie de direction chez Roland Berger International puis Monitor Group. L'Ambassadeur d'Amécourt a réintégré le Ministère des Affaires Etrangères en 2003.

Ancien élève de l'ENA, M. d'Amécourt est diplômé de SciencesPo Paris et titulaire d'un DESS de Droit et d'un DESS de Sciences Economiques de l'Université de Paris Assas.

Jean de Ponton d'Amécourt runs his own private consulting operation. He is a rare example of a career diplomat having successfully managed to shuttle back and forth between government and business. He recently left Afghanistan where he was French Ambassador for close to three years. Mr. d'Amécourt was previously Under Secretary of Defense for Policy. He had been diplomatic adviser to the Minister of Defense from 1987 to 1988.

His distinguished diplomatic career led him successively through Rome, Paris in the European Affairs Department and the Policy Planning Staff, New York United Nations and Washington. He then left the Foreign Service in 1982 to go into business. Business development director of Saint Gobain Flat Glass division, he moved on to be managing director of IDV Europe and then CEO of GrandMet Foods Europe, part of GrandMetropolitan Plc (now DIAGEO Plc). Ambassador d'Amécourt was also successively partner of two strategy consulting firms, Roland Berger International and Monitor Group.

Jean de Ponton d'Amécourt is a graduate of Ecole Nationale d'Administration (ENA) and SciencesPo Paris.

Emmanuel DUPUY

Emmanuel DUPUY est professeur de géopolitique. Il préside l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE). Il est, par ailleurs, responsable des questions internationales et de défense de La Gauche Moderne.

Il fut *Conseiller politique (POLAD)* du Commandant de la Task Force Lafayette (Forces françaises en Kapisa et en Surobi) en Afghanistan, de février à juillet 2011.

Avant cela, il fut Chargé d'Etudes à l'Institut de Recherche Stratégiques de l'Ecole militaire (IRSEM) en 2010. Chargé de mission « Recherche – défense » auprès du Secrétaire d'Etat à la défense et aux Anciens combattants (2008-2010).

Il est chroniqueur de l'émission quotidienne « Le Grand débat » (Radio Africa n°1).

Il est aussi chercheur associé au ROP (réseau des chercheurs francophones sur les opérations de la paix) de l'UQAM (université francophone de Montréal). Il est chercheur associé au sein du CDPIAC (Centre de Droit Pénal International et d'Analyse des Conflits) de l'Université Toulouse 1, ainsi qu'au sein du Groupe d'études sur la PSDC du département Etudes européennes de la Faculté Saint-Louis de l'Université Catholique de Louvain. Il appartient, également au groupe de recherche « Grande europe » de l'Institut de Sciences Mathématiques et Économiques Appliquées (ISMEA).

Carrière :

- Professeur à l'Ecole Supérieure de commerce de Dijon (2011-2012)
- Professeur de l'Université Webster (Genève, Suisse) : 2010-2011
- Collaborateur auprès du Comité des régions de l'UE (2002-2004).
- Professeur à l'Institut de Préparation à l'Administration et à la Gestion - I.P.A.G (2004-2005).
- Enseignant associé à l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr Coëtquidan (2006-2007).
- Professeur à l'Institut d'Etude des Relations Internationales - ILERI (2008).
- Responsable du Pôle Relations Internationales et du bureau parisien du Cabinet d'Ingénierie Stratégique pour la Sécurité - CI2S (2006-2008).
- Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE).
- Vice-président du Groupe de recherche sur la Méditerranée du Centre d'Etudes et de Recherches de l'Ecole militaire (CEREM).
- Membre du Conseil Supérieur de la Réserve Militaire (CSRM).
- Auditeur de la 45^{ème} session nationale du Centre des Hautes Etudes de l'Armement - CHEAr (2008-2009).



BIOGRAPHIE DU COLONEL JEROME GOISQUE

Marié, père de 4 enfants, le colonel Jérôme GOISQUE est né le 08 décembre 1967 à Suresnes, second d'une famille de 7 enfants.

Il intègre l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr en 1987 (promotion « LIEUTENANT TOM MOREL », 1987-1990) puis choisit l'infanterie.

Après une année de formation à l'Ecole d'application de l'infanterie de MONTPELLIER (1990 – 1991), il rejoint le 110e RI de la brigade franco-allemande à DONAUSHINGEN (RFA) où il sert successivement comme lieutenant chef de section puis, promu capitaine en 1994, comme officier adjoint en compagnie de combat.

Il effectue en 1994/1995 un séjour de 6 mois au sein de l'ECMM (European Community Monitoring Mission) à SARAJEVO comme officier de liaison auprès de la FORPRONU.

En 1995, il rejoint le 8e RI à NOYON, où il sert deux ans comme officier adjoint en compagnie de recherche et d'investigation.

En 1997, de retour en Forêt Noire, il prend le commandement à VILLINGEN (RFA) de la 1ère compagnie de combat du 110e RI avant de servir un an comme officier rédacteur au bureau opérations du régiment.

En 2000, promu chef de bataillon il rejoint l'EAI à MONTPELLIER où il est affecté comme commandant de brigade à la division d'application puis instructeur tactique. D'avril à octobre 2002, il sert comme « officier études » au sein de l'état major du REPFRANCE à PRISTINA au KOSOVO dans le cadre de la KFOR.

De 2003 à 2004, après sa réussite au concours du CSEM en 2002, il est stagiaire successivement à la 116e promotion du cours supérieur d'état major (CSEM) et à la 11e promotion du Collège Interarmées de Défense (CID) à PARIS. Il est promu lieutenant colonel en 2004.

Il rejoint cette même année, le siège de l'OTAN à BRUXELLES où il sert 3 ans au sein de la division coopération de l'état-major international.

En 2007, il rejoint l'état-major de la 3e Brigade mécanisée à LIMOGES où il commande le bureau Emploi.

De février à juin 2008, il est sous-chef d'état-major opération de l'opération Licorne en république de COTE D'IVOIRE. Il est promu colonel en octobre 2008

Le 9 juillet 2009, le colonel GOISQUE prend le commandement du 126e régiment d'infanterie de BRIVE LA GAILLARDE.

De juillet à décembre 2010, il commande l'un des deux bataillons français d'AFGHANISTAN, le « Battle Group » Bison, en SUROBI et KAPIÇA.

Depuis le 30 Août, il est auditeur de la 61e session du Centre des hautes études militaires et de la 64e session de l'Institut des hautes études de la défense nationale.

Charlotte LEPRI

Charlotte Lepri est chercheur à l'IRIS depuis 2007, spécialisée sur les questions de sécurité et de défense, les problématiques du renseignement, et les Etats-Unis. Parallèlement, elle prépare une thèse à l'Université Paris 8, sur le rôle du contrôle parlementaire sur les services de renseignement.

Charlotte Lepri a effectué une mission de six mois en Afghanistan (Septembre 2011-Février 2012), en tant que conseiller politique de la FIAS (Force internationale d'assistance et de sécurité) sur les questions de gouvernance locale.

Auteur de travaux sur les Etats-Unis et le renseignement, Charlotte Lepri travaille également dans le cadre de ses recherches sur les nouveaux enjeux sécuritaires et de défense, les nouveaux types de conflits, la gestion de crise et le contrôle démocratique sur la sécurité et la défense. Elle a participé à la rédaction de nombreuses études sur les questions de défense pour le compte du gouvernement français (ministère de la Défense, ministère des Affaires étrangères) ou des institutions européennes.

En Janvier/Février 2010, Charlotte Lepri fut « chercheur invité » dans le cadre d'un programme de travail du Département d'Etat américain focalisé sur les questions de politiques étrangère et de sécurité américaines. En octobre 2010, elle participa à une mission organisée par la division Public Diplomacy de l'OTAN en Afghanistan : Transatlantic Opinion Leaders in Afghanistan.

Charlotte Lepri est membre du Comité éditorial de la Revue Internationale et Stratégique (ed. Armand Colin) et de Sécurité & Stratégie (La Documentation française), et membre de l'Advisory Board de la revue Obrana a strategie (Défense et Stratégie) de l'Université de défense de République tchèque.

Titulaire d'un Master 2 en Relations Internationales (University of Virginia, Etats-Unis) ainsi que d'un Master 2 en Sécurité Globale (Université Montesquieu Bordeaux IV), elle est également diplômée en Administration économique et sociale (dont une année à l'Università Tor Vergata, Rome, Italie).

Général Jean-Paul PERRUCHE

Général de Corps d'armée en 2^{ème} section
55 quai Louis Ferber
94360- BRY sur MARNE
Tél : 06 10 86 64 96
jpperruche@hotmail.fr

PARCOURS PROFESSIONNEL

Depuis septembre 2010, Directeur de Recherche à l'IRSEM « sécurité européenne et transatlantique »

- 2007-2010 : Consultant en stratégie, organisations internationales et gestion de crises
- 2004-2007 : Directeur général de l'Etat-major de l'Union Européenne
- 2003-2004 : Chargé de mission pour le Chef d'Etat-major de l'Armée de terre
- 2001-2003 : Général de division commandant l'Etat-major de forces n° 1 à Besançon
Séjour de 6 mois au Kosovo comme REPFRANCE et Adjoint du COMKFOR
- 1999-2001 : Chef de la Mission Militaire Française auprès du SACEUR(Commandant Suprême des forces de l'OTAN)
- 1998-1999 : Général adjoint au commandant de la 11^{ème} Division Parachutiste
- 1994-1998 : Conseiller du Chef d'Etat-major des Armées pour la sécurité européenne et la relation transatlantique

Participation aux Opérations en Somalie en 1992-1993 et au Tchad en 1978-1979

FORMATION

- Ingénieur diplômé de l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr
- Brevet de l'Enseignement Militaire Supérieur
- Stagiaire du Centre des Hautes Etudes Militaires et de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale
- DESS de Défense de Paris II (Sorbonne-Panthéon)

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- Président d'Eurodéfense-France
- membre du Conseil d'administration de l'IHEDN
- membre du Groupe de conseil stratégique de l'Atlantic Council des Etats Unis
- Trilingue : français, anglais, allemand ; bonnes notions de russe
- Commandeur de la Légion d'Honneur et de l'Ordre National du Mérite
- Auteur de nombreuses publications dans des magazines spécialisés dans les questions de défense et de sécurité : Périodiques de l'IRSEM, Le Monde, Le point, Le Casoar, Revue de la défense nationale, Egmont Institut, Eurofuture, Doctrine, journaux parlementaires etc. ;
- Conférencier dans de nombreuses écoles et instituts européens et nord-américains Parmi lesquels : commissions de défense de parlements européens (France, Finlande, Allemagne, Portugal...), Instituts des hautes études de défense de pays européens, West Point, Cours supérieurs d'état-major, Cours de Diplomates, ENA, HEC.

David CHUTER

David Chuter a passé plus de trente ans dans la fonction publique de deux pays et au sein des organisations internationales. Depuis plus de quinze ans, il s'intéresse aux problèmes de la sécurité des pays sortis en conflit, surtout en Afrique. Il quitte la fonction publique fin 2008 pour travailler à plein temps comme consultant, conférencier et auteur.

David Chuter est né en 1952. Il fait ses études à l'Université de Londres (licence, doctorat) et il entre dans le Ministère de la défense en 1976. Peu après, il réussit un concours d'élite pour la fonction publique.

Il poursuit ensuite une carrière très variée. Il participe aux négociations bilatérales et multilatérales, il préside et co-préside les groupes de travail internationaux, et il travaille avec les militaires, les diplomates, les fonctionnaires les experts du renseignement et les policiers de presque partout dans le monde, ainsi que les universités et la société civile. À la fin de la Guerre froide, il s'occupe de la maîtrise des armements et participe aux négociations du Traité sur les Forces conventionnelles en Europe (1989-90). Il est ensuite en charge le dossier de la construction de l'Europe de la défense et du traité de Maastricht. Européen convaincu, il est représentant britannique auprès du groupe de défense de l'Union de l'Europe occidentale (1991-92), dans les premiers jours de la réflexion sur une Europe de défense. Ensuite, il passe au soutien des exportations d'armements, où il est directeur adjoint pour l'Asie du Nord (notamment le Japon, la Corée et la Thaïlande) ainsi que le Pakistan et l'Australie (1994-97).

Entre 1997 et 2001, il s'occupe des problèmes de la construction de la paix dans l'ex-Yougoslavie et des crimes de guerre. Il vit la crise du Kosovo en 1999. En 2003, il est nommé sous-directeur pour la défense contre les missiles balistiques et les armes de destruction massive. En 2005, il est nommé chargé de mission auprès du Directeur des affaires stratégiques, à la Direction des affaires stratégiques (DAS) du Ministère de la défense à Paris, dans le cadre des échanges de personnels entre les deux ministères. Il reste consultant à la DAS.

Il est un ancien auditeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (session européenne, 1988) et du *Higher Command and Staff Course* britannique, équivalent du Centre des Hautes Etudes Militaires français. Enfin, il est auditeur de la 59e session nationale de l'IHEDN en 2006-2007 (Promotion Vauban). Il poursuit une carrière parallèle dans le monde académique. Il est chercheur associé à l'Université de Londres (1993-94) et au *International Institute for Strategic Studies* (2001-3). Il est auteur notamment de *Humanity's Soldier: France and European Security* (1996), *Defence Transformation* (2000) et *War Crimes* (2003). Son nouveau livre *Governing and Managing the Defence Sector* vient de paraître. Il travaille actuellement sur un nouveau livre sur le secteur de la sécurité et l'état de droit.

Il est impliqué, à titre personnel, dans la transformation politique en Afrique du Sud, entre 1993 et 1995, et la gestion des dossiers sensibles de la défense et de la sécurité. Il participe à l'organisation et la mise en œuvre des cours de formation des militaires et civils sud-africains, ensuite ouverts à l'intégralité de l'Afrique australe. Il est également sollicité comme consultant pour plusieurs pays africains en transition. Son livre sur la transformation de la défense est très utilisé par les écoles militaires et les gouvernements de plusieurs pays.

Il est chercheur principal associé à l'Université de Cranfield (Angleterre), et conférencier sur plusieurs questions de sécurité, pour des auditoires internationaux, en Angleterre et à l'étranger, notamment en Ethiopie, au Liban et en Afghanistan. Il enseigne également à Paris, à l'Ecole militaire (Collège interarmées de défense, Centre de formation en management) et à Sciences Po (Master affaires internationales).

Prof. Hall GARDNER

Hall Gardner is Professor and Chair of the Department of International and Comparative Politics, The American University of Paris. He was a member of two expert study groups put together by the East West Institute in Brussels to produce the reports, "Bridging the Fault Lines: Collective Security in Southwest Asia" (EWI: February 2012) and "Euro-Atlantic Security: One Vision, Three Paths" (EWI: June 2009). He is a member of the Academic Advisory Boards of the New Policy Forum of Mikhail Gorbachev; The Cicero Foundation Paris/Maastricht; Online Bibliography, Oxford University Press. He has published widely in the field of international politics, in journals such as *Politique Américaine*, *Géostratégiques*, *Harvard International Review*, and *European Affairs*. He is primary editor with Oleg Kobtzeff of *The Ashgate Research Companion to War: Origins and Prevention* (Ashgate: February 2012) and the author of *Dangerous Crossroads: Europe, Russia and the Future of NATO* (Praeger, 1997); *American Global Strategy and the "War on Terrorism"* (Ashgate, 2005, revised paperback 2007); *Averting Global War: Regional Challenges, Overextension and Options for American Strategy* (Palgrave, 2007; paperback 2010). His website is: <http://www.epsilon.com/hgardner>. His email is hgardner@aup.edu.

Colin CAMERON

Colin CAMERON est né au Royaume-Uni en 1945 et passe son enfance en Rhodésie du sud. De retour en Europe, il étudie à Wellington School, l'Université d'Exeter (B.A.), l'Université de Strasbourg et au Selwyn College, Université de Cambridge (Master). Il est Maître-assistant à Eton College, Windsor, puis à St John's College, Université de Cambridge avant d'entrer à l'Ecole navale à Dartmouth en 1966.

Officier de la Royal Navy de 1966 à 1987, il sert sur plusieurs bâtiments de la marine britannique et de la marine nationale française. Après une maîtrise ès sciences au London School of Economics & Political Science en 1976, il devient maître de conférences à la section Relations internationales du Royal Naval College de Greenwich avant de regagner la mer en 1981. En 1982, il est officier d'état-major au centre de situation du MOD, (liaison avec le Cabinet Office), lors du conflit des Malouines. En 1983-84, il obtient le brevet d'études militaires supérieures, (BEMS), à l'Ecole supérieure de guerre navale, (ESGN) et au Cours supérieures interarmées, (CSI) à Paris. En 1985, il passe au département Union soviétique du ministère de la défense à Londres avant de devenir Directeur des études de Défense (RN), chargé des relations avec le Parlement, les universités et les milieux de défense internationaux, avec le grade de Capitaine de vaisseau. De 1988 à 2010, il est officier de réserve.

En 1988, Colin Cameron débute une nouvelle carrière, à Paris, à l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale. De 1988 à 1993, il est Conseiller de Défense de l'Assemblée; de 1993 à 1998, il est le Secrétaire général adjoint de l'Assemblée pour les affaires politiques et de Défense. En 1998, il est élu Secrétaire général de l'Assemblée de l'UEO, puis de l'Assemblée européenne de Sécurité et de Défense. Ré-élu en 2003 et en 2008, il occupe ce poste avec le titre de Ministre plénipotentiaire jusqu'en juin 2011 (fin du Traité de Bruxelles modifié). Voir le lien: <http://ueo.cvce.lu>

En octobre 2011, il est membre fondateur et Secrétaire général de l'Association interparlementaire européenne de Sécurité et de Défense, (AESD/ESDA)

Colin Cameron est membre du Forum du Futur à Paris et d'EuroDéfense France, du RUSI, du RIIA (Chatham House) et de l'IISS à Londres, ainsi que membre du Conseil du Greenwich Forum.

Très actif à l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN), depuis la première session européenne en 1988, il y est actuellement Président de l'Association "Europe-IHEDN".